



REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE – NATIONS UNIES  
FONDS EZINGO



**COMITE DE PILOTAGE**  
**Compte Rendu de la réunion du 14 décembre 2018**  
**au Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération(MEPC)**

**Participants**

- |                                       |  |
|---------------------------------------|--|
| <b>Co-Présidence</b>                  | <ul style="list-style-type: none"><li>- Monsieur <b>Félix MOLOUA</b>, Ministre de l'Économie, du Plan et de la Coopération.</li><li>- Monsieur <b>Mathieu CIOWELA</b>, Représentant Résident a.i du PNUD<br/><a href="mailto:mathieu.ciowela@undp.org">mathieu.ciowela@undp.org</a></li></ul>  |
| <b>Gouvernement<br/>Centrafricain</b> | <ul style="list-style-type: none"><li>- Monsieur <b>Elie NEMBI</b>, Directeur Général de la Coopération (MEPC) ;</li><li>- Madame <b>Jacqueline MADOZEIN</b>, Chargé de Mission Partenariat (<a href="mailto:jmadozein@gmail.com">jmadozein@gmail.com</a>)</li><li>- Monsieur <b>Jean Michael Hermann DJIMAPO</b>, Chef de Service de la Coopération et<br/>Planification (<a href="mailto:j.djimapo@yahoo.fr">j.djimapo@yahoo.fr</a>).</li><li>- Monsieur <b>Sosthène BOMBOGNA</b>, Expert National, SP- RCPCA</li></ul>  |
| <b>Donateurs</b>                      | <ul style="list-style-type: none"><li>- Monsieur <b>MONDESIR Jean Claude</b>, Consultant, Ambassade des Etats Unis d'Amérique</li><li>- Madame <b>Natacha KUNAMA</b>, Coordonnatrice PBF-RCA</li></ul>   |
| <b>Nations Unies</b>                  | <ul style="list-style-type: none"><li>- Madame <b>Antje Kraft</b>, Conseillère Technique Etat de droit</li><li>- Monsieur <b>Gaston ASITAKI</b>, Chef du Projet Appui à la CPS (<a href="mailto:gaston.asitoki@undp.org">gaston.asitoki@undp.org</a>)</li><li>- Monsieur <b>RIMANDO Benedict</b>, Conseiller Technique Programme conjoint Jeunes<br/>(<a href="mailto:benedict.rimando@undp.org">benedict.rimando@undp.org</a>)</li><li>- Monsieur <b>Guillaume Kobéhi Toutou</b>, Chef PME UNICEF (<a href="mailto:kgtoutou@unicef.org">kgtoutou@unicef.org</a>)</li><li>- Monsieur <b>Anatole N'DOMA</b>, Expert en Suivi &amp; Evaluation PBF (<a href="mailto:anatole.ndoma@undp.org">anatole.ndoma@undp.org</a>)</li><li>- Monsieur <b>Aristide GANABO</b>, Expert National Jeunes, UNFPA/Programme conjoint<br/>(<a href="mailto:ganabo@unfpa.org">ganabo@unfpa.org</a>)</li></ul> |
| <b>Secrétariat</b>                    | Monsieur <b>Gobo Serge Gbappa</b> , Trust Fund Specialist <a href="mailto:serge.gbappa@one.un.org">serge.gbappa@one.un.org</a>   |

## 1. Ouverture de la réunion

La réunion a été co-présidée par Son Excellence Monsieur **Félix MOLOUA**, Ministre de l'Économie, du Plan et de la Coopération et Monsieur **Mathieu CIOWELA**, Représentant Résident (RR) a.i du Programme des Nations Unies pour le Développement.

A l'ouverture de la séance, le Ministre dans son mot introductif, s'est dit honoré de recevoir les partenaires et acteurs qui interviennent dans le cadre du Fonds Ezingo. En affirmant que cette réunion statutaire est destinée à faire le bilan et échanger sur les nouvelles orientations, il espère que les échanges seront fructueux pour permettre de prendre des décisions pour l'avenir.

Le Représentant Résident du PNUD a pour sa part, salué la présence du Ministre et des partenaires qui apportent des appuis financiers pour accompagner la République Centrafricaine. Il a également indiqué que cette réunion permettra d'apprécier les avancées et défis des projets financés par MPTF.

Après la présentation du projet de l'agenda de la réunion par le Secrétariat, celui – ci a été adopté sans amendement par les participants.

## 2. Présentation des réalisations des projets

Quatre présentations ont été faites sur l'état d'avancement des projets en 2018:

### ▪ **Appui à la réalisation de l'enquête par grappes à indicateurs multiples- round 6 en RCA**

Le projet a signé un mémorandum avec le Gouvernement et mis en place les organes de gouvernance (comité de pilotage, comité technique et groupe inter – agences). Les activités de planification (conception de l'enquête, plan de l'enquête, échantillonnage, cartographie, formation (PAPI et CAPI) et enquête pilote) sont achevées. L'enquête principale dans la ville de Bangui (20% de l'échantillon national) a débuté depuis le 8 décembre 2018. Les enquêtes dans les autres régions se feront sur la période du 5 janvier au 25 mars 2019.

En termes de défis, deux points majeurs doivent être relevés à savoir les difficultés pour trouver les sources d'énergie pour le rechargement des tablettes et les mauvaises pratiques observées de la part de certaines personnes qui exigent des paiements avant de répondre aux enquêteurs.

Le Ministre s'est dit très attaché aux données statistiques fiables pour permettre non seulement d'apprécier nos efforts dans le pays mais aussi d'identifier des problèmes à résoudre. Il a relevé que pendant la crise, plusieurs enquêtes ont été réalisées sans respect des normes. De ce fait, il est impératif d'impliquer le gouvernement et les parlementaires dans la communication afin de palier d'éventuelles difficultés sur le terrain.

Abordant la problématique de rechargement des batteries des tablettes, le RR a proposé d'explorer l'option d'utilisation de l'énergie solaire en l'absence de powerbank adéquats.

### ▪ **Projet conjoint Justice et Sécurité : « Appui à la lutte contre les violations des droits de l'Homme et à la relance de la justice en Centrafrique »**

Le projet a obtenu de bons résultats au nombre desquels :

- Conduite d'un processus consultatif et inclusif pour la formulation de la politique sectorielle de la justice
- Réalisations de sondages de perception sur la justice, la paix et la sécurité
- Elaboration de tableaux de bord de statistiques judiciaires
- Conduite des sessions criminelles à Bangui et Bouar
- Réhabilitation et constructions de prisons (Bossebele, Bossangoa, Berberati, Mbaïki et Ngaragba)
- 500 nouveaux policiers formés
- Elaboration d'un plan stratégique et opérationnel de redéploiement des FSI

- Renforcement des capacités de la police judiciaire

Le représentant Résident a.i du PNUD a exprimé sa satisfaction par rapport aux résultats obtenus en prenant comme exemple le retour de la confiance qui prévaut ces derniers temps entre la population et les Forces de Sécurité Intérieures, qui jadis était quasiment détériorée. Il a souligné que cette communion est présente et vivante grâce à la contribution du fonds.

- **Projet d'urgence en « Projet d'urgence en Appui à la Cour Pénale Spéciale »**

Le projet a obtenu de bons résultats au nombre desquels :

- Réhabilitation du Tribunal de Grande Instance (TGI) de Bangui
- Installation provisoire au commissariat central : mobiliers, équipements et fournitures de bureau
- Sécurisation des logements des magistrats
- Sécurisation du commissariat central : caméras de surveillance, miradors, recrutement d'une société de gardiennage
- Nomination de 11 magistrats, 5 greffiers, 4 secrétaires nationaux et 20 OPJ
- Tenue de la session inaugurale le 22 octobre 2018

Tout en louant les efforts du gouvernement pour la mise à disposition des bâtiments pour abriter la CPS, le RR s'est félicité de la mise en place effective de la CPS qui est abrité au sein du Commissariat du 1<sup>er</sup> arrondissement en attendant l'achèvement des travaux de son bâtiment situé dans l'enceinte du Tribunal de Grande Instance de Bangui. Ces travaux ont connu des retards du fait de la difficulté de trouver certains matériaux sur le marché local. L'approvisionnement se fait à partir du Cameroun. Pour ce qui concerne le financement, il a exprimé sa préoccupation en rappelant que le mandat de la CPS est de 5 ans alors que les fonds disponibles couvrent 2 ans.

En réponse à cette question, Monsieur **Gaston ASITAKI**, Conseiller Technique du projet a affirmé que les efforts de mobilisation des ressources auprès des partenaires bilatéraux et multilatéraux sont en cours. Le projet comprend deux (2) phases : une première phase de trois (3) ans pour la conduite des enquêtes et une deuxième phase de deux (2) ans pour les jugements. Le financement de Ezingo a servi à financer l'installation de la Cour.

- **Projet conjoint jeune « Appui à la participation des jeunes dans le processus de stabilisation et de réconciliation des communautés et à la promotion de la paix »**

Le projet a obtenu de bons résultats au nombre desquels :

- Formation de 2118 jeunes sur la promotion de la paix
- Diffusion de 20 émissions sur la prévention des conflits et la cohésion sociale
- Remise de kits AGR à 1162 bénéficiaires
- 750 jeunes impliqués dans les activités à Haute Intensité de Main d'œuvre (HIMO)
- 28 clubs et plateformes de jeunesse impliqués dans la promotion de la santé sexuelle et reproductive.
- 35 personnels de santé formés sur la gestion de la chaîne d'approvisionnement et des services intégrés de SSRAJ

Le projet recherche des financements pour assurer la continuité des activités et son extension à des zones non couvertes. Il soumettra un NCE de deux mois pour prendre en compte le retard constaté dans la mise en œuvre des activités du fait du contexte sécuritaire précaire à Bambari.

A l'issue des présentations, le Ministre de l'Économie, du Plan et de la Coopération, au regard des progrès considérables que le fonds a enregistré, a souligné la nécessité d'une meilleure communication autour des réalisations auprès du gouvernement, des bailleurs et autres acteurs en vue de mieux comprendre les efforts du fonds dans le processus de stabilisation du pays. De ce point de vue, il a suggéré au Secrétariat des diffusions périodiques d'informations sur les réalisations à travers les prospectus; les bulletins d'informations et les reportages vidéo.

Au regard des besoins de financement additionnels des projets, Monsieur Mondésir Jean Claude a réitéré l'engagement du gouvernement des États Unis d'Amérique à continuer à appuyer le projet Conjoint Sécurité et Justice. Il a exhorté le Secrétariat à se rapprocher de USAID pour des opportunités de mobilisation d'autres ressources financières.

### **3. Présentation et adoption de la demande de No Cost Extension du Projet MICS**

Monsieur Guillaume Kobéhi Toutou, Chef PME UNICEF a rappelé que le projet devait initialement se tenir sur la période de décembre 2017 à décembre 2018. Les retards enregistrés dans la mise à disposition des financements, notamment celui de MPTF décaissé en Juillet 2018, expliquent cette demande de prolongation de la durée de validité du projet. Le projet se mettra donc en œuvre sur la période juillet 2018 – juillet 2019. En outre, le projet procédera à une révision budgétaire soit une diminution de 200 000 dollars de la ligne « staff and personnel » et une réallocation de ce montant à la ligne « contractual services ». Cette révision s'explique par le fait qu'une bonne partie des salaires est pris en charge par UNICEF.

**Au regard de la pertinence des raisons qui sous-tendent cette demande, le Comité de Pilotage a adopté à l'unanimité l'extension sans cout du projet et la révision budgétaire.**

### **4. Présentation de la demande de NCE du Projet conjoint Justice et Sécurité : « Appui à la lutte contre les violations des droits de l'Homme et à la relance de la justice en Centrafrique »**

Le projet a été approuvé en septembre 2014 pour une durée de trois (3) ans. Une réunion de son comité de pilotage a approuvé sa prolongation pour deux (2) ans. Le projet a donc soumis cette demande de NCE pour mettre en œuvre ses activités jusqu'au mois de décembre 2019.

En outre, son budget approuvé par INL est de 11,141,387 USD. Le projet a reçu deux (2) décaissements d'un montant total de 9,891,856 USD soit un reliquat à décaisser de 1,249,531 USD.

Suite à la présentation, Mr. Mondésir Jean Claude, représentant de INL a réitéré l'approbation du donateur pour ce décaissement.

**Au regard de la pertinence des raisons qui sous-tendent cette demande et de l'approbation du donateur, le Comité de Pilotage a adopté à l'unanimité l'extension sans cout du projet et le décaissement de la dernière tranche (1,008,695 USD) de la subvention.**

### **5. Trésorerie du Fonds**

Le montant total disponible est de 1,041,915 répartis comme suit :

<b>Earmarked Available Balance for Programmatic purposes (reliquat de la contribution de INL pour le projet Appui à la lutte contre les Violations des Droits de l'Homme et à la Relance de la Justice en Centrafrique)</b>	<b>1,008,695</b>
<b>Non-Earmarked Available Balance for Programmatic purposes (reliquat des fonds non fléchés)</b>	<b>33,220</b>
<b>Total Balance with Administrative Agent (trésorerie du Fonds)</b>	<b>1,041,915</b>

Après décaissement de la dernière tranche pour le Projet de Relance de la Justice (1,008,695), le fonds disposera de 33,220 dollars dans ses caisses.

### **6. Divers (Initiatives de mobilisation des Ressources)**



Les initiatives de mobilisation de ressources consistent entre autres :

- Un appel à contributions a été signé par le Ministre de l'Economie, du Plan et de la Coopération et le Coordonnateur Résident du SNU. Cet appel a été adressé à ambassade de France, AFD, ambassade des USA et Haut-Commissariat du Canada basé à Yaoundé (Cameroun), Coopération Hollandaise et Coopération Norvégienne

- Compilation et Soumission des besoins de financement aux donateurs (notes conceptuelles conjointes soumises par les agences)

- Campagne de communication en préparation avec l'appui du Groupe de Communication du SNU

Le Ministre du Plan et le RR du PNUD ont insisté sur la nécessité de communiquer autour des résultats des projets afin de mobiliser des ressources additionnelles.

Le compte rendu ci-dessus est approuvé	
<p><b>Co-présidence du Gouvernement,</b> <b>S.E. Felix MOLOUA</b> Ministre de l'Economie, du Plan et de la Coopération</p>  <p><b>Signature</b></p> <p>Date <b>28 DEC 2018</b></p>	<p><b>Co-présidence des NU,</b> <b>Mme Najat ROCHDI</b> Représentant Spécial Adjoint du Secrétaire Général, Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies, Coordonnateur Humanitaire</p> <p><b>P.O. Monsieur Mathieu CIOWELA,</b> <b>Représentant Résident a.i. PNUD</b></p>  <p><b>Signature</b></p> <p>Date .</p>